

Avant-propos

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1969)**

Heft 109-110 **L'état de la question : épargne négociée et pouvoir économique**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

AVANT-PROPOS

« Domaine public » se présente sous un aspect inhabituel : un cahier, consacré à un sujet unique. Il nous faut donc donner les raisons qui justifient le format et le choix.

Quinzaine après quinzaine, nous avons relevé des traits dominants de l'économie suisse : sa croissance, son expansion internationale, la cohésion de ses états-majors. La description devient, si elle n'est qu'un regard, complaisante; on donne des noms, des chiffres. Mais cette évolution ne pouvons-nous pas l'influencer ?

Une idée s'est imposée à nous que n'ont dévalorisée ni les modes ni les circonstances. Les salariés doivent affirmer leurs droits sur l'enrichissement national, sur l'augmentation des biens de production. Car la richesse s'accumule en dehors d'eux. Aujourd'hui, comme il y a un siècle, elle ne va qu'aux détenteurs de capitaux.

Cette revendication des salariés ne saurait être pensée dans une perspective traditionnelle : faire de chacun d'eux des petits actionnaires. Il importe qu'à travers leurs organisations syndicales, ils prétendent à un véritable pouvoir économique.

Les moyens sont connus. Ils peuvent être mis en place sans casser l'expansion ou la machine économique. Dans de nombreux pays industriels, la recherche se fait dans la même direction; il y a là comme une confirmation internationale.

Le cahier reprend donc de manière plus systématique des thèmes que nous avons traités en ordre dispersé. Par un regroupement, il fallait donner plus de poids à l'exposé, offrir un document de référence

plus facile à manier ou à retrouver. Dans notre esprit, il ne s'agit pas d'une commodité pour rangement de bibliothèque, mais d'un moyen de relancer plus largement la discussion publique et l'action.

Nous avons abordé ce sujet de la manière suivante. Quelques traits de la société industrielle contemporaine, c'est notre premier chapitre, pour situer dans son contexte la revendication nouvelle.

Ensuite, l'exposé même des raisons d'être d'un Fonds syndical, avec en annexe quelques définitions économiques. Puis deux documents : une étude de la bourse suisse, publiée dans D.P. 102, et une prise de position syndicale, dans l'organe de la F.O.M.H. Enfin nous avons pensé qu'un état de la question dans les principaux pays, avec des références bibliographiques pourrait rendre service.

Lausanne, le 24 avril 1969.